

ETUDE D'IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DU RETOUR DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT EN COTE D'IVOIRE

Commanditaire : BAD
2015

RESUME ANALYTIQUE

1. Après une décennie de crise sociopolitique, la Côte d'Ivoire connaît une normalisation de l'environnement socioéconomique grâce aux efforts du Gouvernement. Ces efforts sont couronnés par une amélioration de la situation sécuritaire et par des forts taux de croissance économique observés en 2012 ; 2013 et prévus en 2014.
2. Ce contexte de normalisation généralisée de la situation socio-économique en Côte d'Ivoire a encouragé le Conseil des gouverneurs de la Banque Africaine de Développement (BAD) à décider du retour de cette institution à son siège à Abidjan, lors de la réunion qui s'est tenue à Marrakech, au Maroc, du 27 au 31 mai 2013. Ce retour graduel devra s'achever avant le 50^{ème} anniversaire de l'institution prévu en novembre 2014.
3. Afin de garantir un retour réussi de la BAD, le Gouvernement ivoirien a consenti d'importants efforts spécifiques concernant le siège de l'institution, le secteur de l'immobilier et du logement, le secteur de l'éducation ainsi que celui de la sécurité. Le coût global des investissements devant faciliter le retour de la BAD est estimé à 131 milliards de Francs CFA.
4. A partir de la revue documentaire, d'une enquête auprès d'une centaine de structures et de la micro-simulation basée sur un modèle d'équilibre général calculable, cette étude s'est intéressée aux effets que pourrait engendrer ce retour de la BAD à son siège, en termes d'effets positifs sur la croissance du PIB, les emplois, les revenus, les investissements et l'image de la Côte d'Ivoire, et en termes d'effets négatifs sur l'inflation et le risque de déficit extérieur.
5. Les résultats des simulations indiquent que, si toutes les hypothèses du modèle sont respectées, les dépenses de l'Etat pour faciliter le retour de la BAD et les dépenses supplémentaires des employés de la BAD sur le territoire national auront pour effet d'accroître le PIB réel de 1,41%. Cette croissance additionnelle de l'économie est favorisée par un accroissement de la consommation des ménages (1,15%) et des investissements (1,56%).
6. L'analyse des chocs globaux suite au retour de la BAD sur la production des branches montre une augmentation de la production à court terme dans certaines branches d'activités comme la santé et l'action sociale (26,72%), l'éducation (7,46%), les BTP (5,5%), les banques et activités financières (4,9%), le commerce (2,6%), les activités d'hébergement et de restauration (0,65%), l'agriculture (0,5%), l'administration publique (0,40%). Par contre, une baisse de la production

sera enregistrée dans les secteurs industrie (-1,1%), transport et communication (-3,2%) et les autres services (-1,13%).

7. Le retour de la BAD aura un effet positif en termes de demande de travail qualifié dans les secteurs de la Santé et action sociale (29,95%), de l'Education (7,48%), des BTP (5,9%), de la Banque et Finance (5,2%), du Commerce (3,4%) et de l'Administration publique (0,43%). Au contraire, l'impact du retour sur la demande de travail qualifié sera négatif dans les secteurs qui enregistreront une baisse de leur production (Industrie, Transport et communication et autres services) ou une faible augmentation de celle-ci (Agriculture et Hébergement et Restauration).

8. D'après les simulations, dans l'ensemble, le retour de la BAD va accroître la demande de travail non qualifié dans les secteurs Santé et Action sociale (35,02%), Education (11,67%), BTP (10,14%), Banque et finance (9,3%), Commerce (7,7%), Administration publique (4,35%) et Hébergement et Restauration (2,28%). L'on remarque par ailleurs que l'effet est plus élevé en matière de demande d'emploi non qualifié dans la plupart des secteurs.

9. Les revenus des ménages augmenteront dans la plupart des types d'emplois. Les principaux bénéficiaires de la hausse des revenus sont les employés du secteur privé formel (2,84%), ceux du secteur public (2,59%), ceux du privé informel (1,39%), les inactifs (1,28%) et les indépendants et employeurs non agricoles (1,15%). Par contre, les agriculteurs du vivrier et les éleveurs sont susceptibles de connaître une baisse de leurs revenus (-0,46% et -0,01% respectivement). L'on s'attend à une augmentation de 0,08% des recettes publiques.

10. Les investissements devraient s'accroître dans l'agriculture et l'industrie respectivement de 0,2 et 1,6 point de pourcentage. On observera une baisse des investissements (-0,8%) dans le secteur des BTP après le retour de la BAD, qui pourrait s'expliquer par une saturation de la demande et une chute de l'offre de loyers. Au total, le retour de la BAD devra engendrer une hausse des dépenses d'investissement de l'ordre de 1,56% une fois que toutes les hypothèses du modèle sont respectées.

11. Les responsables d'entreprises, cadres de ministères, acteurs de la société civile, corps diplomatiques et représentants d'organisations régionales indiquent que le retour de la première institution financière africaine est de nature à améliorer l'image de la Côte d'Ivoire sur la scène internationale.

12. Le retour de la BAD s'accompagne d'une nette augmentation de l'inflation de 1,35 point de pourcentage si les hypothèses du modèle sont toutes vérifiées.

13. En cas de faible réponse de l'offre face au choc de demande, la demande supplémentaire sera satisfaite par des importations massives de biens et services avec pour conséquence une nette détérioration de la balance commerciale.